

Plateforme réformatrice au sein du PS Suisse

Bulletin d'information no. 3 / 2018



Edito

Par Pascale Bruderer, conseillère aux États, Nussbaumen AG

Avec cette newsletter, nous souhaitons vous informer sur des sujets d'actualité concernant la plateforme réformatrice au sein du PS Suisse.

Le conseiller aux États Daniel Jositsch explique ce qui a incité la plateforme réformatrice à **s'opposer publiquement à une rupture des négociations sur les mesures d'accompagnement** liées à l'accord-cadre envisagée avec l'UE.

Un deuxième article présente les raisons pour rejeter les **initiatives agricoles** qui seront soumises au vote le 23 septembre 2018. Une plus grande proximité avec le marché grâce à une stratégie de qualité cohérente, une ouverture du marché en douceur, des compensations par des paiements directs - telles sont les pierres angulaires de la politique agricole suisse, qui ont été co-développées de manière décisive par le Parti socialiste suisse. Or, les deux initiatives sont en totale contradiction avec cette orientation, comme le souligne clairement Matthias Manz dans sa contribution.

Enfin, le futur conseiller national zurichois **Daniel Frei** répond à nos 5 questions traditionnelles. Daniel succède à Chantal Galladé, qui se retirera avant la fin de son mandat.

En parlant de succession - une indication à titre personnel pour ainsi dire : le 26 septembre, le PS Argovie décidera lors d'une conférence de parti qui se présentera au Conseil des États en 2019 pour y défendre mon siège. Les **candidatures d'Yvonne Feri, conseillère nationale de Wettingen et membre engagée du groupe de pilotage de notre plateforme de réforme, ainsi que de Cédric Wermuth, conseiller national de Zofingen**, sont connues à ce jour. Tous les membres du PS Argovie de la plateforme réformatrice sont encouragés à participer à cette sélection passionnante !



Assurer la protection des salaires par la négociation !

Par Daniel Jositsch, conseiller aux États, Stäfa ZH

Comme chacun le sait, les deux organisations faîtières des travailleurs – l'Union syndicale suisse (USS) et Travail.Suisse - ont refusé de s'entretenir avec le Conseil fédéral, les cantons et les partenaires sociaux sur la position de la Suisse dans les négociations avec l'Union européenne (UE). Celle-ci souhaite réaliser une adaptation des mesures d'accompagnement par le biais d'un accord-cadre. Les syndicats justifient leur refus de négocier essentiellement par le fait que les deux conseillers fédéraux libéraux-radicaux Cassis et Schneider-Ammann voulaient renoncer à la protection salariale.

Il est vrai que la protection salariale ne doit pas être mise en danger. Néanmoins, la plateforme réformatiste au sein du PS suisse (plateforme réformatiste) considère que le refus des pourparlers est une erreur. Ceci pour diverses raisons :

Mesures techniques

Les mesures d'accompagnement sont des dispositions techniques et des éléments de procédure qui servent à faire respecter la protection salariale. Ceci peut également être réalisé par d'autres moyens. Ainsi, la règle controversée des 8 jours a été créée il y a 15 ans, à une époque où les ressources technologiques d'aujourd'hui n'étaient pas encore disponibles (les smartphones, par exemple, n'existaient pas). Aujourd'hui, la procédure d'annonce peut être organisée différemment dans le cadre du détachement, de sorte que des délais plus courts sont également possibles avec une protection salariale illimitée. Il existe donc bien une marge de manœuvre dans les négociations avec l'UE sans qu'aucune perte de protection salariale ne soit nécessaire.

Les négociations se déroulent à la table de négociation.

Celui qui n'est pas à la table de négociation, ne peut pas négocier et, par conséquent, ne peut pas s'impliquer. En refusant de parler, le camp des salariés ont quitté les discussions et n'a donc pas son mot à dire. Pourtant, c'est bien la volonté de négocier qui caractérise la culture suisse orienté vers les solutions entre partenaires sociaux.

Rapport de force favorable

De plus, les négociations ne constituent pas une menace pour la position des salariés. Quoi qu'en pensent les conseillers fédéraux Schneider-Ammann et Cassis, ils savent aussi qu'un référendum contre un accord-cadre ne pourrait être gagné sans le soutien de la gauche contre l'UDC. Cela signifie que les syndicats, de par leur position extrêmement forte dans les négociations, pourraient opposer la résistance la plus efficace aux atteintes à la protection salariale.

Mouvements tactiques à haut risque

Il se peut que le refus des syndicats de négocier soit essentiellement tactique avec pour but de défendre leur position de la manière la plus efficace possible. Néanmoins, en procédant ainsi, ils paralysent ou compromettent fondamentalement l'ensemble des négociations avec l'UE. La gauche, qui jusqu'à

présent a même soutenu une adhésion à l'UE, manque de synthèse avec cette position. Car, d'une part, nous, les socialistes, avons montré jusqu'à présent envers l'Union européenne une approche constructive ; d'autre part, nous avons jusqu'alors fait vivre un idéal de solidarité avec les autres États et nous ne nous sommes pas enfermés sur notre île du bonheur.

Conclusion : la plateforme réformiste appelle à la participation aux pourparlers

Pour ces raisons, la plateforme réformiste est d'avis que les organisations faïtières des travailleurs doivent participer aux négociations avec la Confédération, les cantons et les partenaires sociaux afin que la voie bilatérale puisse se poursuivre avec succès.



Ne nous racontons pas de salades – 2 x non aux deux initiatives agricoles

Par Matthias Manz, membre du comité directeur de la plateforme réformiste, Aarau

Deux initiatives populaires en matière de politique agricole seront soumises au vote le 23 septembre 2018. Ces deux initiatives doivent être saluées pour leur volonté de promouvoir l'agriculture suisse et contiennent des exigences dignes d'être soutenues (par exemple, la renonciation au génie génétique). D'autre part, elles pâtissent de dispositions qui sont soit inapplicables, soit indésirables. L'agriculture, qui est déjà très réglementée, devrait être contrôlée encore plus fortement par l'État par des réglementations.

L'initiative «**pour la souveraineté alimentaire**» de l'organisation paysanne Uniterre a pour but de défendre le statu quo de l'agriculture suisse et d'améliorer la situation des paysans en donnant à l'Etat un rôle central. Les deux principaux axes de l'initiative sont :

- La Confédération devrait veiller à ce que le nombre d'employés agricoles augmente ! La façon dont cela doit se produire reste un mystère. Ce qui est clair, c'est que ce concept va empêcher l'augmentation de l'efficacité dans l'agriculture et faire en sorte que le foin soit apporté avec des fourches au lieu des autochargeuses.
- Afin de maintenir et de promouvoir la production nationale, toutes les importations agricoles qui n'ont pas été produites conformément à la réglementation sociale et écologique suisse doivent être interdites ou soumises à des tarifs et quotas. Les agriculteurs d'autres pays doivent donc soit adopter la législation suisse, soit être exclus du marché suisse.

Ce deuxième point fait également partie de l'initiative «**pour des aliments équitables**» des Verts, raison pour laquelle cette initiative ne peut pas non plus être soutenue. Les partisans tentent certes de minimiser ce concept de

frontières fermées - mais le texte de la Constitution est clair. Si l'initiative était adoptée, il faudrait également adopter des dispositions d'application qui contredisent ou n'appliquent pas le texte constitutionnel. Cela ne peut pas être le but des initiatives populaires.

Ces deux initiatives populaires contredisent les principes de la politique agricole que le **PS Suisse** a développé au cours des 20 dernières années : l'agriculture se voit compensée par des subventions directes pour des services rendus à l'environnement dont le coût n'est pas couvert par les prix du marché. En outre, l'agriculture est renforcée avant tout en orientant sa production au service des consommateurs. Elle augmente sa valeur ajoutée par sa proximité avec le marché et sa qualité, et non par un contrôle supplémentaire de l'État. Cette proximité se reflète également dans l'ouverture prudente du marché, qui a considérablement amélioré la qualité de la production suisse (vin, fromage, etc.). Cette stratégie est également poursuivie par les associations Bio Suisse, IP Suisse et Vache Mère Suisse ainsi que par de nombreux distributeurs directs et labels régionaux.

Il est tentant de vouloir protéger et promouvoir notre agriculture avec davantage d'isolement. Cependant, cela renvoie à une époque de (sur)production contrôlée par l'État qui n'est pas adaptée aux consommateurs. Et les ménages, qui financent déjà la protection frontalière existante avec une augmentation des prix d'environ 4 milliards de francs par an seraient accablés par des coûts encore plus élevés.

Avec des contre-projets, le groupe socialiste des chambres fédérales a tenté de trouver un moyen de faire accepter les aspects positifs des initiatives, mais n'a pas trouvé de majorité. La direction du parti, consciente des faiblesses des initiatives, a laissé la liberté de vote. Malheureusement, l'Assemblée des délégués du SPS, dans sa tendance idéologique bien connue, orientée vers les symboles politiques, s'est prononcée à une large majorité en faveur d'un soutien.

Toutefois, du point de vue d'une politique agricole durable, nous devons espérer que les deux initiatives seront rejetées dans les urnes.



5 questions pour ...

**... Daniel Frei, Conseiller national,
Niederhasli ZH (*)**

1. Y a-t-il un déclencheur qui a fait que tu t'engages pour la plateforme réformiste du PS et si oui, lequel?

J'ai rejoint le PS en tant qu'élève du secondaire en 1997 parce que j'étais convaincu que le PS défend des valeurs intemporelles et s'engage pour la cohésion sociale, d'une part, et se considère en même temps comme un parti de réforme progressiste et cosmopolite d'autre part. La première raison reste valable, la seconde a, à mon avis, été partiellement perdue ces dernières années en raison de l'idéologisation et du conservatisme de gauche. La plateforme réformiste veut changer cela et démontrer la variété et l'ampleur du PS. En tant que social-démocrate social-libéral, je pense que c'est juste et important.

2. Qui est ton exemple en politique et pourquoi?

Helmut Schmidt m'impressionne beaucoup ; valeurs claires, analyse pointue, action pragmatique.

3. Quelles sont les 5 valeurs qui te sont essentielles?

Liberté, justice, solidarité, sécurité, respect.

4. Quelle est la question la plus importante que tu aimerais adresser au futur?

Comment réussissons-nous en Suisse et dans le monde à façonner la lutte pour la liberté, la sécurité et la prospérité de manière à ce qu'elle soit aussi bénéfique que possible pour tous ?

5. Quelle fut ta plus grande surprise (positive ou négative) de ta vie politique?

Jusqu'à présent, j'ai vécu de nombreuses expériences politiques positives (coopération fructueuse et inspirante avec des personnes engagées, travail objectif avec les autorités) et peu d'expériences négatives (confrontations, dogmatisme). Actuellement, je suis positivement surpris de devenir membre du Conseil national – et j'ai hâte d'y être !

(*) Daniel Frei devrait remplacer la Conseillère nationale Chantal Galladé au cours de la session d'hiver 2018.